


12 septembre « Macronisme » ou rasoir multi-lames de notre modèle social ? Refusons les ordonnances du faux docteur Macron !

18 août 2017

Paris, le 27 juillet 2017



finances
Solidaires

12 septembre

«Macronisme» ou rasoir multi-lames de notre modèle social ?

Refusons les ordonnances du faux docteur Macron !

Qui

- ... va trinquer avec les réformes du Dr. Macron qui M'abuse, qui nous abuse ?
- ... paiera demain les 60 à 80 milliards de fraude fiscale annuelle ?
- ... paiera les 2 milliards de remise d'impôt de Solidarité sur la Fortune ?
- ... paiera la perte de recettes des collectivités locales liée à la suppression de la taxe d'habitation ? Une compensation sous forme de dégrèvement financé par CSG, CRDS ou impôt d'état... mais qui les paiera ?
- ... paiera les 13 milliards d'économie que le président Jupiterien réclame aux collectivités territoriales... ?

Qui

Dès la rentrée de septembre, avec la casse du Code du Travail, qui verra son pouvoir d'achat constamment menacé d'amputation avec le développement croissant des emplois précaires ?

... verra son point d'indice cryogénisé (hyper congelé) et différencié selon le versant de la fonction publique d'appartenance ? Selon les collectivités et leurs moyens déjà mis à mal dans la fonction publique Territoriale ?

... verra ses espoirs de promotion réduits à néant ?

... verra sa situation compromise par les fermetures d'usines et les plans sociaux dans le privé ou les restructurations de missions de service public ?

Ces questions sont celles que se posent bon nombre d'habitant-e-s de ce pays, salarié-e-s du privé, fonctionnaires, retraité-es, étudiant-e-s bénéficiaires de l'Aide Personnalisée au Logement ou ménages modestes percevant l'Allocation de Logement Familiale, ou l'allocation logement sociale, prestations désormais attaquées...

Ce sont les questions que chaque citoyen-ne, chaque administré-e se pose là où il-elle vit à chaque fois qu'une prestation ou un service public disparaît, que ce soit une administration d'État ou un service public local.

Pour Solidaires Finances, la politique menée par le nouveau président l'est au service des plus riches et des actionnaires des grands groupes financiers, notamment des trusts pharmaceutiques...

A l'opposé, la grande majorité des ménages risquent d'être fragilisés, pénalisés à plus d'un titre.

12 septembre

«Macronisme» ou rasoir multi-lames de notre modèle social ?

Refusons les ordonnances du faux docteur Macron !

Qui

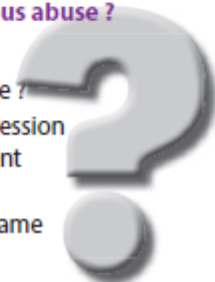
... va trinquer avec les réformes du Dr. Macron qui M'abuse, qui nous abuse ?

... paiera demain les 60 à 80 milliards de fraude fiscale annuelle ?

... paiera les 2 milliards de remise d'impôt de Solidarité sur la Fortune ?

... paiera la perte de recettes des collectivités locales liée à la suppression de la taxe d'habitation ? Une compensation sous forme de dégrèvement financé par CSG, CRDS ou impôt d'état... mais qui les paiera ?

... paiera les 13 milliards d'économie que le président jupitérien réclame aux collectivités territoriales... ?



Dès la rentrée de septembre, avec la casse du Code du Travail, qui verra son pouvoir d'achat constamment menacé d'amputation avec le développement croissant des emplois précaires ?

... verra son point d'indice cryogénisé (hyper congelé) et différencié selon le versant de la fonction publique d'appartenance ? Selon les collectivités et leurs moyens déjà mis à mal dans la fonction publique Territoriale ?

... verra ses espoirs de promotion réduits à néant ?

... verra sa situation compromise par les fermetures d'usines et les plans sociaux dans le privé ou les restructurations de missions de service public ?

Qui

▸ Ces questions sont celles que se posent bon nombre d'habitant-e-s de ce pays, salarié-e-s du privé, fonctionnaires, retraité-es, étudiant-e-s bénéficiaires de l'Aide Personnalisée au Logement ou ménages modestes percevant l'Allocation de Logement Familiale, ou l'allocation logement sociale, prestations désormais attaquées...

▸ Ce sont les questions que chaque citoyen-ne, chaque administré-e se pose là où il-elle vit à chaque fois qu'une prestation ou un service public disparaît, que ce soit une administration d'État ou un service public local.

Pour Solidaires Finances, la politique menée par le nouveau président l'est au service des plus riches et des actionnaires des grands groupes financiers, notamment des trusts pharmaceutiques...

A l'opposé, la grande majorité des ménages risquent d'être fragilisés, pénalisés à plus d'un titre.

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/12-septembre-Macronisme-ou-rasoir-multi-lames-de-notre-modele-social-Refusons>